

AMNESTY INTERNATIONAL DÉCLARATION PUBLIQUE

15 juillet 2019 EUR 46/0712/2019 AILRC-FR

À L'OCCASION DU 10^E ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE NATALIA ESTEMIROVA, DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DEMANDENT QUE JUSTICE SOIT ENFIN RENDUE

Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme

Centre pour les droits humains « Memorial »

Human Rights Watch

Amnesty International

International Partnership for Human Rights (IPHR)

Comité Helsinki de Norvège

Front Line Defenders

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme

RAW in WAR (Reach All Women in War)

Comité du EU-Russia Civil Society Forum

Comité contre la torture

Fondation Verdict public

European Human Rights Advocacy Centre (EHRAC)

À l'occasion du 10^e anniversaire de l'assassinat de Natalia Estemirova, la célèbre défenseuse tchétchène des droits humains, neuf organisations internationales et deux organisations russes de défense des droits humains, ainsi que la FIDH et le Centre pour les droits humains « Memorial » qui est membre de la FIDH, demandent aux autorités russes de s'acquitter enfin de leur obligation de mener une enquête exhaustive, impartiale et efficace sur cet assassinat, d'en déférer les responsables à la justice dans le cadre de procès équitables devant des juridictions civiles de droit commun, et de mettre fin à l'impunité pour les violations des droits humains commises en Tchétchénie.

Natalia Estemirova a été enlevée le 15 juillet 2009, apparemment par des agents des forces de sécurité, près de l'immeuble où elle habitait, à Grozny, la capitale tchétchène. Son corps, criblé de balles, a été retrouvé quelques heures plus tard en Ingouchie, dans la région voisine du Nord-Caucase.

Natalia Estemirova avait courageusement mené un combat depuis le début des années 1990 contre l'injustice en Tchétchénie. Au début de la deuxième guerre de Tchétchénie, à l'automne 1999, elle a commencé à travailler avec le Centre pour les droits humains « Memorial », et elle est rapidement devenue l'une des militant·e·s de premier plan de cette ONG. Elle a courageusement rassemblé des informations sur les atteintes flagrantes aux droits humains commises dans un premier temps par l'armée et la police russes, puis par des membres des services de sécurité tchétchènes. Elle a attiré l'attention du public sur

de nombreuses atrocités, notamment sur le tir russe de missiles balistiques sur Grozny, la capitale de la Tchétchénie, qui a tué plus de 100 civils en octobre 1999, le massacre de nombreux civils dans le village tchétchène de Novye Aldy en février 2000, ainsi que les disparitions forcées, les actes de torture, les exécutions extrajudiciaires, et les incendies de maisons à titre punitif perpétrés par des membres des services d'application des lois et de sécurité tchétchènes de 2007 à 2009.

En 2008, quand elle a ouvertement dénoncé le port obligatoire du voile imposé aux femmes par les autorités tchétchènes, le dirigeant de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a personnellement proféré des menaces contre elle. Elle a également reçu des menaces de façon indirecte à plusieurs reprises, y compris plusieurs jours avant son assassinat. Au cours des dernières semaines de sa vie, Natalia Estemirova a enquêté et publié des informations sur des cas particulièrement sensibles d'abus commis par des membres des forces de sécurité tchétchènes, y compris sur l'exécution extrajudiciaire de Rizvan Albekov, le 7 juillet 2009, dans le village d'Akhkinchu-Borzoy.

Le travail courageusement accompli par Natalia Estemirova a été reconnu et récompensé par plusieurs prix prestigieux. Le Parlement suédois lui a remis en 2004 le prix « Droit à la vie », et le Parlement européen lui a décerné en 2005 la médaille Robert Schuman. En 2007, Human Rights Watch lui a remis son prix annuel récompensant les personnes faisant preuve d'un militantisme extraordinaire. Après l'assassinat de son amie Anna Politkovskaïa, en 2006, Natalia Estemirova a reçu de RAW in WAR le premier prix Anna Politkovskaïa, créé en l'honneur de la journaliste russe assassinée.

En janvier 2010, le Comité d'enquête de la Fédération de Russie, la plus haute instance d'enquête du pays, a déclaré que cet assassinat avait été commis par un insurgé, Alkhazour Bachaev, qui avait déjà été tué au moment de cette annonce. Le Comité d'enquête a annoncé qu'Alkhazour Bachaev avait probablement commis ce crime parce que Natalia Estemirova l'avait mis en cause en tant que recruteur d'insurgés. Par la suite, les autorités ont proposé une autre explication : Alkhazour Bachaev aurait assassiné Natalia Estemirova pour discréditer le gouvernement de la Fédération de Russie et les autorités tchétchènes en amont d'une réunion entre le président russe de l'époque, Dimitri Medvedev, et la chancelière allemande Angela Merkel. Cette version des faits, qui s'appuie sur les témoignages d'anciens insurgés purgeant de longues peines d'emprisonnement, n'est ni fiable ni convaincante.

En 2011, la FIDH, Novaïa Gazeta et le Centre des droits humains « Memorial » [ont souligné dans leur rapport conjoint que](#) les incohérences de la version officielle incitaient à penser que cette version des faits avait été forgée pour éviter qu'une enquête ne soit ouverte sur une éventuelle implication des autorités dans cet assassinat, y compris une implication des services de sécurité tchétchènes. Le 20 septembre 2011, des proches de Natalia Estemirova ont porté plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme au sujet de l'absence d'enquête digne de ce nom sur son assassinat. L'affaire n'a pas encore été jugée.

« Memorial » pense que son assassinat est lié uniquement à son travail de défense des droits humains. Les autorités tchétchènes ont voulu la faire taire. La version officielle des faits, qui attribue cet assassinat à des insurgés, ne résiste pas à une étude attentive. Les autorités russes doivent trouver et sanctionner les responsables, y compris ceux qui ont ordonné cet assassinat, a déclaré Oleg Orlov, du Centre pour les droits humains « Memorial ».

Dans un contexte de persécution systématique en Tchétchénie des défenseur-e-s des droits humains, les autorités russes semblent s'être délibérément abstenues de mener une enquête efficace sur l'assassinat de Natalia Estemirova. Son assassinat a eu des effets désastreux sur la situation des droits humains en Tchétchénie, en intensifiant le climat de peur et en dissuadant les gens sur place de demander l'aide des défenseurs des droits humains. Ramzan Kadyrov a à plusieurs reprises déclaré que les défenseurs des droits humains étaient des ennemis du peuple et qu'ils collaboraient avec les terroristes.

Des militants du Groupe mobile conjoint de défenseurs des droits humains en Tchétchénie, qui ont joué un rôle crucial en fournissant une assistance juridique aux victimes de violations commises par des membres des forces de sécurité locales dans les années qui ont suivi l'assassinat de Natalia Estemirova, ont subi de nombreuses attaques entre 2014 et 2016. Le 9 mars 2016, deux membres de ce groupe et six journalistes étrangers et russes voyageant en Tchétchénie ont été attaqués en Ingouchie, non loin de la frontière administrative avec la Tchétchénie, par des individus agissant manifestement pour le compte des autorités tchétchènes. Des malfrats agissant apparemment sur ordre des autorités tchétchènes ont attaqué et saccagé le bureau de ce groupe à deux reprises. Ces attaques sont toutes restées totalement impunies, ce qui a contraint le groupe à quitter la Tchétchénie pour des raisons de sécurité.

Les mesures prises par les autorités tchétchènes pour éradiquer le travail de défense des droits humains en Tchétchénie ont culminé avec [les poursuites judiciaires engagées contre Oïoub Titiev, confrère et ami de Natalia Estemirova](#) qui a pris la direction

du travail mené par Memorial en Tchétchénie peu après la mort de cette dernière. En janvier 2018, les autorités en Tchétchénie l'ont arrêté sur la base d'accusations de détention de stupéfiant forgées de toutes pièces. [Après 17 mois passés derrière les barreaux, Oïoub Titiev a fait l'objet d'une libération conditionnelle en juin 2019.](#)

Les organisations susmentionnées demandent aux autorités russes :

- **de mener une enquête exhaustive, impartiale, indépendante et efficace sur l'assassinat de Natalia Estemirova et de déferer les responsables à la justice dans le cadre de procès équitables tenus devant des juridictions civiles de droit commun ;**
- **d'enquêter et de veiller à ce que justice soit rendue en ce qui concerne les autres attaques commises contre des défenseurs des droits humains et des journalistes en Tchétchénie, y compris les attaques ayant visé des militants du Groupe mobile conjoint entre 2014 et 2016 ;**
- **de créer des conditions de travail favorables pour les défenseurs des droits humains et les journalistes en Tchétchénie ;**
- **de veiller au respect des droits humains et des libertés fondamentales conformément aux obligations internationales de la Fédération de Russie en matière de droits humains.**